

Jean-Luc Marret

Maître de recherche à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

Le Mali – et après ?

(point de situation au 14 janvier 2013, 18h)

L'opération militaire en cours au Mali, sous mandat de l'ONU, est certainement une accélération de l'Histoire. Le devenir d'une organisation comme AQMI, en déclin au Maghreb et qui avait connu un développement sensible ces dernières années plus au Sud, est désormais incertain. D'un point de vue français, sans doute peut-on estimer qu'il y a une évolution du contre-terrorisme vers la lutte anti-guérilla – les menaces tactiques islamistes radicales s'étant accentuées, comme on le sait, sur le Mali « utile », en particulier les villes de Mopti et de Konna, considérées comme l'antichambre de la capitale Bamako.

Un changement de niveau

Les opérations actuelles sont *a posteriori* la reconnaissance d'un échec des négociations et de la médiation burkinabé. Elles sont sans doute aussi l'indice d'une certaine marginalisation algérienne, dont la ligne n'a pas été suivie, et qui a dû accepter, elle aussi, l'échec de sa médiation

alors même qu'elle avait des liens essentiels avec certains éléments touareg. Pour autant, la contribution d'Alger mérite d'être soulignée, compte tenu des arrestations importantes qui ont eu lieu en grand nombre, ces derniers mois et semaines, en Algérie. De même, l'ouverture de son espace aérien aux avions français constitue, d'un point de vue symbolique et au regard de l'Histoire, un notable effort.

On voit mieux désormais la constance politique qui a prévalu entre les présidents Sarkozy et Hollande : la question du sort des otages a toujours été traitée d'une manière un peu pragmatique, loin d'un refus affiché de négocier. Pour autant, la France se trouvait de plus en plus emprisonnée dans des contraintes imposées par AQMI et les réseaux associés : le « commerce » des otages était favorisé par le grand nombre d'expatriés français au Sahel, historiquement toujours largement mêlés aux populations locales et par conséquent fort vulnérables. Plus des rançons étaient versées et plus AQMI disposait de moyens réels

d'accroître son contrôle sur le Nord-Mali.

L'un des enjeux des opérations actuelles était donc de mettre un terme à cette logique défavorable, entre prises d'otages et sanctuarisation accrue. C'est aussi, d'une certaine façon, le moyen de corriger les conséquences négatives du conflit en Libye, dont on sait qu'il entraîna le retour au Mali de nombreux militants touareg employés auparavant par Kadhafi, et un flux sensible d'armements, dont certains d'une qualité inusitée en Afrique subsaharienne.

L'enjeu pour AQMI

A ce stade, pour AQMI, avec ou sans ses partenaires, les quelques semaines qui viennent paraissent être le moment de vérité – entre dissémination et raids épisodiques depuis les zones désertiques et amorce avortée d'une sanctuarisation urbaine et ses conséquences opérationnelles et politiques.

En ayant abandonné les villes qu'ils contrôlaient, les salafistes-djihadistes d'AQMI ont de fait reconnu leur faible niveau de combat en milieu urbain et renoncé à tous les avantages que fournissent les villes, en particulier Tombouctou. Ce contrôle leur donnait en effet accès à toutes les logistiques et capacités urbaines, ce qui permettait d'avoir une territorialisation accrue de l'action politique et une population sédentaire contrôlée (un début d'« AQMIland » ?). Posséder des villes nord-maliennes revenait en effet à exercer une sorte de quasi-souveraineté et à avoir des accès à :

- du matériel militaire malien,
- des structures bancaires et entrepreneuriales (opportunité de saisies, blanchiment et noircissement de fonds),
- des structures de soins et médicaments,
- des moyens de communication alternatifs de ceux qu'elle possède,
- des capacités logistiques et de transport,
- des moyens de propagande et de prosélytisme (induction de recrutement *in situ*),
- des moyens en recherche et développement et/ou des produits précurseurs divers.

Ceci pouvait contribuer au développement, même embryonnaire, d'un C3I (*Command, Control, Communications and Intelligence*), un peu à l'image d'une organisation politique beaucoup plus substantielle et ancrée dans sa population – le Hezbollah. C'est pourquoi le *statu quo* – favorable à AQMI – était politiquement et stratégiquement inacceptable.

Une nouvelle terre de djihad ?

Si le mouvement de sanctuarisation est désormais remis en cause, l'attraction du Nord-Mali comme terre d'opportunité djihadiste est moindre. Il paraît abusif – et aujourd'hui plus que jamais – de voir dans le Nord-Mali le « nouvel Afghanistan », entendu comme terre d'opportunité où l'ensemble de la mouvance djihadiste mondiale se rend pour se perfectionner et, en quelque sorte, « incubé », surtout si – comme c'est probable – l'opération en cours se transforme en poursuite, localisation et neutralisation des militants d'AQMI.

Les raisons paraissent les suivantes :

- d'abord, retenant peut-être les leçons de l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, l'armée française n'agit pas pour se lancer dans des opérations de stabilisation majeures au sens « américain-otarien » du terme (pas de polarisation frontale des réseaux djihadistes et donc pas de mobilisation tous azimuts, absence d'une cristallisation *in situ* d'une nouvelle terre de djihad). En revanche, plus les opérations dureront, spécialement avec une implication française, et plus la mobilisation djihadiste à travers le monde trouvera des motivations pour se renforcer ;
- ensuite, AQMI n'a pas sur place, loin de là, les capacités et compétences pour le faire. Ses productions théologiques n'ont jamais été très sophistiquées ni très nombreuses – l'Algérie n'est pas, à la différence de Bagdad ou du Pakistan, un lieu prestigieux de l'Islam ; l'Islam subsaharien, qui a eu son heure de gloire il y a plusieurs siècles, est mêlé d'animisme, de soufisme (éléments pondérateurs contre tout prurit djihadiste) et de culte des saints, ce qui est hérétique pour un djihadiste, on l'a vu à Tombouctou ;
- la comparaison avec la Somalie, bien que séduisante, ne paraît pas non plus totalement judicieuse – par exemple en raison de la présence de matières premières (pétrole, uranium) et de nombreux expatriés de l'ancienne puissance coloniale, pour qui la sécurité de ses ressortissants est fondamentale ;
- Aussi bien la démographie locale, actuelle ou à venir, que les infrastructures d'accès sur zone sur la même période, ont des niveaux qui ne sont pas comparables à d'autres terres de djihad, y compris l'Afghanistan.
- Pour autant, la présence désormais documentée depuis quelques mois de militants originaires d'Europe (France, Allemagne) ou d'ailleurs (Sahraouie), est un signe de faible intensité mais inquiétant, spécialement en cas de

retour de ces militants dans leur pays d'origine. Comme pour l'Irak en 2003-2005, les mêmes causes produisent les mêmes effets – mais en l'espèce à un seuil beaucoup plus bas. De ce point de vue, une radicalisation de certains individus issus des diasporas subsahariennes pourra être observée.

L'action française actuelle semble donc consister à frapper les éléments de soutien et de C2I d'AQMI et de ses alliés pour mettre fin à cette sanctuarisation (ainsi à Gao), sans montrer (trop) de troupes au sol à ce stade, afin d'éviter la cristallisation forte d'une terre de djihad, à l'image de ce que fut l'Irak après l'invasion américaine et, avant ce pays, d'autres terres de djihad (Afghanistan et Tchétchénie). La question du devenir des otages français ne se comprend dès lors que comme un élément de cet aspect qui pourra influencer le type de troupes françaises déployées dans le nord-Mali si cela doit arriver.

Les coups contre AQMI

Avant même l'opération militaire en cours, il convient de rappeler qu'AQMI avait subi de nombreux aléas, dont certains importants. En Algérie, la mort annoncée d'« Abou Djaffar », présenté comme un élément important du financement, et surtout l'arrestation en Kabylie, le 16 décembre 2012 (soit quelques jours avant la visite du président Hollande), de Salah Gasmi, en charge de la communication et réputé avoir un contact avec la mouvance djihadiste internationale, furent deux événements très importants. AQMI est une organisation aux structures très étendues géographiquement et pour cette raison à la fois morcelée et vulnérable. Toute arrestation de haut niveau, si elle est avérée, désorganise nécessairement cette organisation qui doit passer par une phase intermédiaire incertaine pour sécuriser ses réseaux et faire monter en puissance des successeurs en charge des fonctions.

Ces succès de l'anti-terrorisme algérien prolongent d'autres résultats¹ du même niveau obtenus durant l'été dernier en Algérie² encore, mais aussi au Maroc³ et en Tunisie⁴.

Conclusion : et après ?

Les jours ou semaines qui viennent permettront d'apporter certains éléments de réponse à plu-

sieurs questions importantes en suspens :

- le devenir des otages d'abord (ce qui revient à poser la question d'une collecte de renseignement à leur sujet qui soit exploitable) ;
- la capacité d'AQMI et des organisations associées (Ansar al-Din, MUJAO, Ansar al-Chariah) à combattre en ville semble assez faible, tandis que leur mobilité et leur endurance au désert sont grandes. Il sera intéressant de voir quelle tactique cette mouvance choisira – entre tenir les villes ou se replier dans le « vide » du désert et fragmenter les fronts en micro-fronts épisodiques. Dans un tel cas, la localisation et la poursuite de ses convois de pick-up pourraient bien être à terme la prochaine phase des opérations. De premières indications opérationnelles indiquent plutôt le choix d'une mobilité (du nord malien, près de la frontière mauritanienne, jusqu'à la ville de Diabali, qui subit une attaque), plutôt que d'une opposition frontale et urbaine. Ceci est conforme à la culture de combat d'AQMI (razzia en essaim et repli, pour faire simple) ;
- pour autant, les problèmes politiques perdurent, en particulier la question touarègue malienne et l'organisation de l'Etat malien. Les rebelles touareg du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) ont intérêt à suivre le mouvement militaire en cours pour obtenir un gain politique *in fine* ;
- il est enfin possible que des redditions aient lieu, tandis que des nouvelles en ce sens apparaissent régulièrement dans les médias locaux (en particulier algériens) depuis des années. Des prises d'opportunité (otages, argent, armement) sont aussi possibles au gré des dispersions ;
- l'essaimage d'AQMI et des groupes ou groupuscules associés dans le désert nord-malien, en Algérie ou en Libye, devient par conséquent une question très sensible. Le Sud-Ouest libyen (en particulier les environs de la ville de Ghet) pourrait représenter la prochaine étape ;
- dans le même temps, l'inclination du djihadisme régional à produire des formes localisées de djihadisme, à l'image de groupuscules comme le MUJAO ou Ansarouh Allah au pays de Chinguetti en Mauritanie, se poursuivra. ♦

*Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité
de leur auteur.*

Jean-Luc Marret

jl.marret@frstrategie.org

Notes

1. <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2013/01/05/97001-20130105FILWWW00320-algerie-un-proche-du-chef-d-aqmi-tue.php>
 2. <http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2012/12/18/feature-03>
 3. <http://maliactu.net/des-membres-daqmi-cherchent-a-renoncer-au-terrorisme/>
 4. http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2012/12/21/seize-hommes-lies-a-aqmi-arretes-en-tunisie_1809698_1466522.html
-

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :

WWW.FRSTRATEGIE.ORG